

En partenariat  
avec



Secteur  
Bâtiment/Travaux  
Publics/Ressources  
Stratégiques (BTP RS)



# Trame de l'appel à Projets Interentreprises Sectoriel 18

## Secteur Bâtiment Travaux Publics et Ressources Stratégiques (BTP-RS)

### 1. Contexte de l'appel à projets

---

Le secteur Bâtiment Travaux Public et Ressources Stratégiques fait partie des secteurs prioritaires et piliers de l'économie de Madagascar. Une publication de Madagascar Newsroom en avril 2024 indique que le secteur de la construction contribue à hauteur de 10,6 % au Produit Intérieur Brut (PIB) malgache, avec une croissance de 3,2%. Cependant, cette performance reste inférieure à celle de la période pré-COVID, où le secteur avait enregistré une croissance de 10,3% en 2019. En ce qui concerne les ressources stratégiques, notamment le secteur minier, l'adoption du nouveau Code Minier en Avril 2024 marque une étape importante vers une gestion plus transparente, responsable et bénéfique des ressources minières de Madagascar. Le secteur industriel (incluant l'exploitation des pierres précieuses) dans son ensemble contribue à 21,7 % du PIB et emploie 10 % de la population active<sup>1</sup>.

Le document sectoriel produit par la Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo (CCIA) en 2023, confirme ce positionnement stratégique du secteur et le secteur Bâtiment Travaux Public (BTP) se distingue par une contribution moyenne remarquable de 35,4% à la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB). Cette performance met en lumière le rôle stratégique de ce secteur et soulignant la nécessité d'investir dans la formation professionnelle pour soutenir et renforcer les compétences des travailleurs.

Avec une population urbaine en forte croissance, Madagascar fait face à des besoins pressants en infrastructures, notamment 100 000 logements pour le Grand Tana et des bâtiments destinés aux activités économiques. Le secteur connaît également une expansion significative avec plus de 4 000 entreprises en 2023, contre 898 en 2008 selon toujours ce document sectoriel. Ainsi, pour répondre aux défis de l'émergence, un programme d'infrastructures est requis, incluant les projets sociaux tels que les écoles, les hôpitaux, les logements. Le syndicat des Entreprises du BTP (SEBTP) s'engage activement à accompagner ces initiatives en renforçant les compétences de ses membres, en favorisant la responsabilité sociétale et la formation continue.

Pour l'année 2025, la réhabilitation des infrastructures routières est l'un des axes prioritaires de l'Etat, visant à améliorer la circulation des personnes et des marchandises tout en soutenant le développement économique du pays. Par ailleurs, La loi des Finances met l'accent sur trois secteurs clés : l'agriculture, l'énergie et les infrastructures routières, avec pour objectif principal d'atteindre une croissance réelle de 5 % du PIB au cours de cet exercice.

#### ✦ Les enjeux d'énergies renouvelables

Madagascar possède un vaste potentiel en matière d'énergies renouvelables, englobant l'hydroélectricité, l'éolien, la biomasse et le solaire. Cependant, ce potentiel varie en fonction de la géographie et des saisons, qui influencent les ressources naturelles comme le débit des rivières, l'ensoleillement, la force des vents et la disponibilité de la biomasse. Les données géospatiales, y compris les variations saisonnières et quotidiennes, sont également cruciales pour évaluer ce potentiel.

Le développement des énergies renouvelables s'inscrit comme étant la solution phare pour soutenir la production d'électricité à Madagascar depuis 2021. En effet, l'énergie solaire est la solution par excellence pour la production d'électricité à Madagascar qui dispose de ressources importantes et d'un taux d'ensoleillement très favorable avec une irradiation solaire annuelle d'une moyenne de 2400 kWh/M2, pour près de 3000 heures d'ensoleillement par an. Aujourd'hui, l'essor des énergies renouvelables a changé la donne de la production d'électricité. Même si l'accès à l'électricité a longtemps figuré dans les objectifs de développement durable, l'entrée en scène des énergies propres et écologiques promet un nouveau souffle pour le pays. Pour 2025, la principale action se focalisera notamment à

---

<sup>1</sup> Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), dans le journal « actu.orange.mg » en date du 30 juillet 2024

l'instauration de centrales électriques utilisant des sources renouvelables, avec une capacité totale de production de 250 mégawatts.

Pour l'hydroélectricité, les estimations actuelles s'élèvent à 7,5 GW. Les vents alizés côtiers et les phénomènes thermiques côtiers sont propices à l'énergie éolienne. La valorisation des déchets agricoles et agro-industriels représente une source importante de biomasse non forestière, tandis que la déforestation a réduit le potentiel du bois-énergie. Toutefois, l'abondance du soleil sur l'ensemble du territoire représente un avantage majeur pour le développement du solaire. La stratégie énergétique du gouvernement malgache vise à garantir à court terme la stabilité de l'approvisionnement électrique et la disponibilité des énergies pour la cuisson. À moyen terme, l'objectif est de fournir une énergie abordable pour stimuler la croissance économique et favoriser un développement durable et inclusif. La Nouvelle Politique de l'Énergie (NPE) 2015-2030 met l'accent sur la transition vers une énergie hybride, en privilégiant les énergies renouvelables pour tirer parti des nouvelles technologies et des ressources naturelles de Madagascar.

L'objectif est d'offrir un accès à une énergie moderne et économique à un maximum de personnes, conformément aux Objectifs de Développement Durable des Nations Unies et à l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Avec un taux d'accès à l'électricité de seulement 15 %, la NPE ambitionne d'atteindre 70 % des foyers d'ici 2030<sup>2</sup> et d'inciter les acteurs économiques à gérer efficacement les ressources énergétiques. Cela implique de réduire les pertes énergétiques dans le transport, la distribution et la consommation d'électricité, ainsi que de contrôler la consommation de produits pétroliers.

Les grands projets de type PIRTEM ou Projet d'Interconnexion de Réseaux de Transport d'Énergie à Madagascar, prévu assurer l'approvisionnement jusqu'au Réseau Interconnecté d'Antananarivo (RIA) ou encore l'installation de plus d'une quarantaine de parcs solaires photovoltaïques à travers 37 villes différentes font également partie des projets prioritaires.

La distribution de kits solaires dans les 22 régions du pays est considérée comme la solution la plus adaptée à court terme, avec plus d'un million de kits déjà distribués. Néanmoins, il reste encore beaucoup à accomplir. La NPE, bien qu'axée sur le secteur de l'énergie, joue un rôle central dans le développement économique et social en termes de création de valeur et de bien-être.

L'énergie, moteur essentiel de l'activité économique, doit être intégrée aux stratégies de développement des régions à fort potentiel. Pour dynamiser l'entreprenariat dans ce secteur, il est crucial d'établir un cadre institutionnel et réglementaire attractif pour les investisseurs privés, locaux et internationaux, tout en impliquant activement les parties prenantes. Parallèlement, le renforcement des compétences est indispensable, nécessitant des actions ciblées telles que l'amélioration des programmes de formation, l'adaptation des offres de prestataires de formation et la conduite des formations.

## ✦ Les enjeux d'accès à l'électrification pour tous

Face à un taux d'électrification insuffisant et aux difficultés financières de JIRAMA, des réformes significatives sont en cours, exigeant un engagement continu étant donné que les coûts, la qualité et la disponibilité de l'électricité sont des entraves majeures au développement économique de Madagascar. En effet, 75% des foyers malgaches sont privés d'électricité, l'un des pourcentages les plus faibles au monde. JIRAMA, le fournisseur d'électricité d'État, affiche des coûts opérationnels parmi les plus élevés du continent, dépassant 0,30 USD/kWh en 2017, soit 230% de plus que la moyenne régionale<sup>3</sup>

A Madagascar, la demande dépasse l'offre et l'approvisionnement électrique, surtout en zone rurale, se fait rare.

Selon l'ONU, une personne sur cinq n'aurait pas accès à l'électricité moderne. Plus de 3 milliards de personnes dépendent encore du charbon de bois, 66% des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent du secteur de l'énergie et 85% de la production mondiale d'électricité provient des sources fossiles.

<sup>2</sup> SiteWeb du groupe Filatex

<sup>3</sup> Mémoire économique de Madagascar, Bâtir sur les succès récents une économie plus résiliente, 2020, Banque internationale pour la reconstruction et le développement

A Madagascar, le taux d'électrification est l'un des plus faibles d'Afrique. En effet, seulement 15% de la population a accès à une électricité moderne : un chiffre qui augmente à 58% en milieu urbain et qui chute à 7% en milieu rural, concentrant pourtant plus de 70% de la population. Ainsi, plus de 15 millions des habitants ne sont pas raccordés à un réseau électrique, constituant un frein à la qualité de vie des habitants, à l'amélioration socio-économique du pays et donc un frein au développement durable. Cette situation résulte essentiellement de choix inappropriés lors des appels d'offres et d'une transition vers les énergies renouvelables moins rapide que prévu. Bien que des progrès aient été réalisés, la fiabilité de l'approvisionnement électrique demeure précaire, entraînant une estimation de pertes de ventes à hauteur de 13%, un chiffre bien supérieur à celui des pays comparables. Cette situation impacte sans doute sur le développement socioéconomique de la population et du pays. L'absence d'électricité rend quasiment impossible le développement d'activités économiques productives, l'amélioration de l'instruction et de l'éducation ou celle des conditions sanitaires

Néanmoins, des initiatives visant à développer l'hydroélectricité et le solaire sont en cours, ce qui devrait augmenter significativement l'offre en énergies renouvelables. Il est crucial de s'assurer que ces projets soient choisis en privilégiant le rapport coût-efficacité, en adéquation avec la demande et les capacités financières, et qu'ils soient soutenus par des études de faisabilité économique, sociale et environnementale.

Continuer à redresser la situation financière de JIRAMA, notamment en renforçant la transparence dans le règlement des dettes envers les fournisseurs, contribuerait aussi à renforcer la réputation de l'entreprise pour attirer les investissements privés.

Le secteur du BTP en lui-même consomme une quantité importante d'énergie et utilise divers équipements et matériaux qui nuisent à l'environnement. À ce jour, il n'existe pas de solutions durables et largement adoptées pour remplacer ces matériaux, qui sont pour la plupart dépassés et insuffisants pour le progrès du secteur. En outre, le secteur est confronté à un déficit de compétences chez les travailleurs, qu'ils soient du secteur informel ou employés par des entreprises formelles, tant au niveau des compétences techniques que des compétences interpersonnelles. De plus, le secteur ne parvient pas toujours à suivre le rythme des avancées technologiques mondiales et manque d'innovation, de la conception à la construction des infrastructures.

Les défis principaux du secteur incluent :

- Diminuer la consommation énergétique et l'impact carbone du secteur ;
- Proposer des logements de qualité et abordables pour les personnes à faible revenu ;
- Valoriser et optimiser la chaîne de valeur dans le bâtiment et les travaux publics, depuis la phase de conception jusqu'à celle de la construction ;
- Orienter les métiers du secteur vers une économie respectueuse de l'environnement.

#### ✦ **Le complexe routier interdépendant du développement du pays.**

En ce qui concerne la réhabilitation des infrastructures routières, elle fait partie également des axes prioritaires ayant pour objectif de l'amélioration de la circulation des personnes et des marchandises, tout en soutenant le développement économique du pays. A titre d'exemple, le premier tronçon de l'autoroute Antananarivo-Toamasina, long de 18 kilomètres reliant Ambodifasina à Andalo, à Talata Volonondry a déjà démarré le 15 octobre 2024. Cette première section de 80 kilomètres partant d'Ambodifasina est prévue être finalisée vers la fin de 2025.

Concernant la réhabilitation et nouveaux aménagements à Antananarivo, les travaux de réhabilitation de onze axes routiers financés par le Fonds Routier qui visent à moderniser le réseau routier de la capitale sont également prévus pour cette année 2025.

Dans le cadre de la préparation du Sommet de la SADC, un autre projet d'envergure comprend la création d'une promenade sur la rocade d'Ivato, aboutissant au lac Iarivo, où sera installé un parc solaire flottant de 50 mégawatts. Un village artisanal sera également construit à proximité.

Les défis économiques liés aux axes vitaux tels que les RN7, RN2 et RN4, qui sont d'importants corridors touristiques et commerciaux, justifient le besoin de former une main-d'œuvre qualifiée. Le démarrage des travaux de réhabilitation de la RN13 en juin 2022 est un signe prometteur pour l'économie du sud du pays et pour Madagascar dans son ensemble. Cette réhabilitation de la RN13 est le fruit de la collaboration entre l'État Malagasy et l'Union



Européenne (UE), via la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et avec la réhabilitation de la RN6, le projet coûtera environ 216 milliards d'Ariary.

Avec 49 250 km de pistes, surtout dans les zones rurales isolées, il est crucial d'améliorer les compétences des travailleurs du BTP-RS pour rendre praticables plus de 11% du réseau. Ce 18ème appel à projets interentreprises sectoriels vise à renforcer les capacités du secteur face aux défis posés par les projets prioritaires gouvernementaux et privés, à assurer la durabilité et la résilience des micro et petites entreprises dans leurs activités, et à encourager leur participation active dans la construction de routes rurales, de digues, de ponts, de voiries urbaines, et d'autres infrastructures qui facilitent l'accès aux localités.

### ✦ **Le secteur minier dans le PIB du pays**

Le secteur industriel, représentant 21,7% du PIB et employant 10% de la population<sup>4</sup>, est dominé par l'exploitation minière, notamment des pierres précieuses telles que les rubis, saphirs et émeraudes. Les mines génèrent 60% des revenus en devises et 30% des recettes fiscales de Madagascar, ce qui indique que la relance économique pourrait s'appuyer sur ce secteur. En tant que pilier de l'économie nationale, le secteur minier et des ressources stratégiques doit promouvoir des pratiques de travail sécuritaires, respectant les normes avancées d'hygiène et de sécurité, y compris les gestes barrières et la manipulation sûre des produits dangereux. La continuité de l'exploitation minière est un objectif gouvernemental, et atteindre cet objectif nécessite également le développement de compétences techniques spécialisées dans l'exploitation des grandes infrastructures minières et pétrolières.

Le secteur minier à Madagascar connaît actuellement une période de relance et de perspectives encourageantes. La reprise du secteur est confirmée, avec l'État cherchant à capitaliser sur les recettes d'exportations provenant des activités de recherche et d'exploitation minière. L'objectif est d'augmenter les ressources issues du secteur extractif en attirant des investissements locaux et internationaux tout en maximisant les revenus provenant de ces investissements. « Le secteur privé malgache devrait tirer profit des opportunités du riche capital naturel du pays pour réaliser des investissements verts et la croissance verte », projette un responsable du ministère de l'Économie et des finances (MEF).

La résilience du secteur minier a été un contributeur significatif à l'économie nationale pendant la période de reprise post-crise sanitaire. Les années post-Covid ont été difficiles pour de nombreux secteurs économiques à Madagascar, mais les recettes d'exportations ont été soutenues par la reprise des exportations minières et la demande mondiale croissante. Selon la Banque mondiale, le secteur minier aurait représenté environ 30% de la croissance du Produit intérieur brut réel entre 2013 et 2019, dépassant ainsi d'autres secteurs tels que la construction, les travaux publics, les télécommunications, la banque et les services commerciaux.

Le secteur extractif à Madagascar est en phase de relance, marqué par de nouveaux ajustements dans la gestion des ressources minières. La Banque Africaine de Développement souligne dans son rapport-pays 2023, l'adoption récente d'un nouveau code minier, d'une nouvelle loi sur les investissements et d'un régime fiscal applicable dans le secteur, s'attendant à ce que cela incite le secteur privé à investir dans l'industrie de transformation minière en utilisant des technologies appropriées. Selon les projections du MEF, le secteur extractif devrait afficher une croissance significative dans les années à venir. La croissance de ce secteur secondaire devrait s'établir à 5,1% en 2024, avec une croissance attendue de 7,2% pour les industries extractives. Ces chiffres positifs sont attribués à un contexte favorable tant au niveau national, avec l'application du nouveau code minier, qu'au niveau international, en lien avec la transition vers l'énergie verte.

### ✦ **Les investissements étrangers inhérent au capital humain**

Dans le secteur minier, la diminution de la compétitivité de Madagascar est en partie attribuables aux compétences des ressources humaines. Cet appel a pour but d'améliorer ces compétences pour rendre le secteur plus attractif aux investissements majeurs. Des domaines

---

<sup>4</sup> Syndicat des Industries de Madagascar dans le journal « actu.orange.mg » en date du 30 Juillet 2024

tels que la maintenance industrielle, la recherche en laboratoire, l'artisanat lié à l'exploitation minière et le secteur énergie n sont les principaux enjeux de ce 18<sup>ème</sup> appel à projets. L'adoption d'une approche sectorielle est essentielle pour améliorer la performance des entreprises par la formation de leur personnel. La stratégie des syndicats industriels est plus pertinente que jamais.

Au regard des éléments précédemment exposés et du contexte spécifique du secteur BTP-RS, la formation des travailleurs revêt une importance capitale. Elle constitue un levier essentiel pour renforcer la création de valeur ajoutée et soutenir efficacement les orientations stratégiques et opérationnelles du secteur.

Le FMFP, avec l'appui de l'AFD, lance le 18<sup>ème</sup> Appel à Projets interentreprises Sectoriel cette année 2025 afin de financer des projets visant les objectifs sectoriels en matière de qualification. Cet appel fait également partie des mesures incitatives formulées à l'endroit des PME-TPE afin de contribuer au renforcement de leurs salariés.

## **2. Objectif général de l'appel**

---

Le présent appel à projets vise à accompagner les opérateurs et entreprises œuvrant dans les secteurs du BTP et Ressources stratégiques dans leurs activités ; mais aussi à soutenir les nouvelles orientations visant à promouvoir les innovations dans le secteur et soutenir la réalisation des grands projets d'investissement prévus pour le pays.

## **3. Les Orientations prioritaires**

---

Pour cet appel à projets ciblé sur le développement des compétences dans le secteur BTP-RS, les critères et objectifs sectoriels ci-après seront considérés :

- La réponse du projet par rapport aux objectifs sectoriels
- Le territoire dans lequel est mis en œuvre le projet,
- Les effets et impacts visés pour endiguer les problèmes structurels du secteur
- Les sous-secteurs et filières concernés par cet appel à projets
- Les métiers ciblés appartenant aux sous-secteurs et filières suscités pour détendre le marché du travail et anticiper les besoins à venir,
- Les qualifications et compétences ciblées pour répondre aux besoins urgents ou à venir des entreprises
- La typologie des bénéficiaires ciblés
- Et les dispositifs de formation préconisés pour peser sur l'efficacité des réponses aux problèmes de compétences dans le secteur.

### *i. Les objectifs sectoriels pour l'appel à projets*

- Renforcer les compétences techniques des entreprises, et notamment des petits et moyens entrepreneurs œuvrant dans le secteur BTP-RS. Les PME qui œuvrent pour le compte des grandes entreprises ou qui sont présentes sur des marchés d'importance sont particulièrement ciblées.
- Encourager l'adoption des outils et mesures numérique facilitant la production ou l'organisation dans les entreprises du secteur
- Améliorer l'Accès des entreprises aux Marchés publics de constructions BTP
- Promouvoir l'obtention des Permis environnementaux et les compétences permettant l'adaptation au milieu social (indemnisation des gens impactés par les chantiers), ainsi que le respect des obligations PEFC/FSC (labels liés à la gestion durable des ressources et à l'utilisation des matériaux recyclés FSC (Forest Stewardship Council) et PEFC (Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières)
- Promouvoir la santé et la sécurité au travail, notamment la manipulation des produits dangereux et inflammables
- Développer les Qualifications particulières requises par les mutations en cours dans le secteur :
  - La veille technologique informative, BBC (basse consommation énergétique), efficacité énergétique, BIM (building information modeling), imprimante 3D, matériaux modernes (verre, acier, béton, bois traités, etc.)

- Développer les compétences minières qui favorise les effets positifs de l'exploitation sur le développement, tout en promouvant des normes environnementales et sociales élevées
- Contribuer à l'accroissement des gisements et de la production des exploitations minières
- Soutenir le développement des exploitations minières au service des grandes constructions d'infrastructures (ciment, pavé, etc.)

## ii. Les zones prioritaires

Les zones priorisées par cet appel à projets se décomposent en deux parties suivant leur importance sectorielle.

En premier lieu, les zones où il y a des projets de grande envergure dans le domaine de BTP, mines et ressources stratégiques pouvant générer des emplois directs ou indirects et qui nécessitent une prise en considération effective des programmes de développement de compétences :

- Antananarivo et ses alentours
- Fort Dauphin et ses alentours
- Tamatave et ses alentours
- Toliara et ses alentours, notamment à Ampanihy et à Menabe (Tsimiroro)

En second lieu, les zones à vocation industrielle et/ou dans les zones où il y a de potentiel économique notamment en énergies renouvelables, construction et BTP

- Antsirabe et ses alentours
- Diégo et ses alentours
- Nosy-Be
- Fianarantsoa et ses alentours
- La région de Boeny et Sofia

L'ensemble du territoire est visé mais les projets se situant dans les régions, ville ou zones suscitées disposent d'un avantage comparatif important dans l'évaluation.

## iii. Les Effets et impacts visés

Les effets et impacts visés doivent contribuer à la résolution des problèmes structurels qui touchent le secteur du BTP et Ressources stratégiques. En d'autres termes, le projet à travers le renforcement du capital humain doit apporter des réponses indirectes, des effets immédiats ou des impacts sur des acteurs ou dispositifs structurels<sup>5</sup> au niveau national, régional ou local.

A ce titre, le projet devra contribuer à :

- *L'amélioration de la qualité de travail et des services fournis par les entreprises dans le secteur*
- *Le développement des infrastructures*
- *L'amélioration des normes et standards en matière de sécurité au travail, hygiène, environnement et qualité*
- *L'amélioration de la capacité technique en matière de sécurisation des investissements et des infrastructures BTP*
- *Améliorer toutes initiatives de Santé Sécurité au Travail particulièrement dans les métiers en lien avec des produits sensibles.*
- *L'amélioration des capacités techniques des entreprises*
- *La facilitation de l'accès aux Energies*
- *La disponibilité des compétences exigées par les métiers du BTP, mine, hydrocarbures notamment pour les grands investissements.*

<sup>5</sup> Ils font référence aux conditions et institutions politiques, économiques, sociales et environnementales qui augmentent ou diminuent la probabilité du développement du secteur

#### *iv. En termes de sous-secteurs et filières ciblées*

Le secteur BTP - RS est un des secteurs porteurs de l'économie malgache. Il s'appuie sur les chantiers en cours et surtout sur les projets de construction d'envergure, la facilitation de l'accès à l'Énergie et la maîtrise et gestion de prix des carburants. Ainsi, le secteur ciblera large pour toucher le maximum de domaines et de métiers.

En termes de sous-secteurs ou filières visés,

- Les hydrocarbures
- L'énergie (fossile, électrique et renouvelable)
- Les mines
- Les BTP

#### *v. En termes de métiers ciblés*

En termes de métiers, l'appel amènera à cibler,

- Les métiers dans les hydrocarbures notamment la distribution de carburant (station-service)
- Les métiers de la construction du domaine des bâtiments
- Les métiers de la construction de routes, voies et travaux publics
- Les métiers du transport de produits sensibles
- Les métiers dans les mines
- Les métiers dans l'énergie renouvelable, fossile et électrique
- Les métiers liés à la mutation numérique et la technologie informative

#### *vi. En termes de qualifications et de compétences ciblées*

Selon l'étude diagnostic réalisé par le FMFP, et en termes de compétences, le secteur BTP a besoin de 4% d'experts, 21% de techniciens avancés, de 10% de techniciens sensibilisés sur les métiers et doit former 16% de ses compétences dans le numérique.

Au regard des éléments de l'étude, le présent appel à projet vise à renforcer les compétences dans les domaines suivants :

#### **1) Les qualifications et les compétences techniques touchant au cœur de métier du secteur** dont,

- Normes Eurocode
- Conception Assisté par Ordinateur (CAO)/ dessin assisté par ordinateur (DAO)/Modélisation des Informations du Bâtiment (BIM)
- Calcul Technique/ Economie de la construction / Métrés
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)/ cahier des clauses administratives particulières (CCAP)/Document technique unifié (DTU)
- Planification de travaux
- Topographie
- Assemblage des structures porteuses lourdes d'un ouvrage/ Assemblage des éléments d'armature de béton
- Techniques de boisage/ferraillage/traçage/Equerrage
- Mécanique/Hydraulique/Pneumatique
- Prise de mesures, d'aplomb et de niveau
- Terminologie de la construction/charpente bois
- Electricité / Domotique / Electronique
- Plomberie / Traitement Air et Eau
- Photovoltaïque / Plomberie-Chauffage solaire
- Caractéristiques du Placoplatre
- Techniques de ragréage / talochage
- Caractéristiques des enduits / peintures
- Pose de revêtement de sols
- Calcul dimensionnel (surface, volume)
- Techniques d'usinage



- Normes liées la Santé Sécurité au Travail en milieu sensible
- Normes liées à l'Hygiène Sécurité Environnement

En termes de qualifications et de compétences (cœur de métier ou compétence technique du secteur), le sous-secteur visera à combler aussi le gap sur :

- Les formations règlementaires et les normes (ISO 9001, OHSAS 18001, ou ISO 14001, HSE, etc.)
- Les qualifications sur la construction dont soudeur, conducteur d'engins, technicien de découpe
- Les domaines techniques sur les métiers de la construction (maçonnerie traditionnelle, béton, tuyauteur monteur, plomberie)
- Ouvrages métalliques (Ponts, Charpentes, Citernes, Pipelines, ...), montage et soudure
- Travaux en hauteur
- Ouvrages en bois
- Maintenance des matériels, véhicules et engins, mécanique de base
- Les domaines techniques et métiers de la construction, des mines, des hydrocarbures et de l'énergie
- Les domaines techniques et de la maintenance (mécanicien, électriciens, carreleurs, peintres, plafonniers, corniches, spécialistes en ouvrages d'art et décorations d'intérieur...)
- La dimension environnementale (permis, prévention, etc.) et sociale (adaptation au milieu social, gestion communautaire)
- La manipulation et transport des produits dangereux et inflammables
- La conduite d'engins de chantiers et grue
- Les compétences relatives à l'énergie électrique (thermique, hydraulique)
- Les compétences liées à l'énergie renouvelable (fabrication, recherche, diagnostic, installation, maintenance, etc.)
- La gestion de chantier ou projet
- Les compétences relatives aux travaux de peinture industrielle
- Les compétences relatives à la mise en place d'infrastructures informatiques, télécommunication et réseaux

(\*)

**Les compétences listées ci-dessus dites « cœur de métier » devront représenter au moins 70% de la demande en volume horaire.**

**2) Les compétences transversales ou celles touchant les métiers de support ou d'encadrement du secteur ne devant pas dépasser 30% de la demande en volume horaire, dont,**

- Outils bureautiques
- Gestion des stocks et magasins
- La sécurité au sein des stations de distribution de carburant et autres postes spécifiques et transverses (pompiste, gérant, magasinier)
- La gestion, la passation de marché, l'entrepreneuriat et le management d'équipe pour les petites entreprises
- Les langues étrangères liées à l'exploitation du BTP-RS

**Les compétences listées ci-dessus, transversales ou liées aux métiers support ou d'encadrement du secteur ne pourront pas représenter plus de 30% de la demande en volume horaire.**

vii. *En termes de bénéficiaires à cibler :*

Les types d'emplois et catégories de salariés/pré-employés à former en priorité :

- Les ouvriers de chantiers
- Les chauffeurs et conducteurs d'engins de chantier
- Les chauffeurs et conducteurs des camions transporteurs des produits dangereux et inflammables (pétrole, carburant, gaz, etc.)

- Les techniciens d'entretien routier (ouvrages d'art, pose de pavés, terrassement, niveleurs, épandeurs, finisseurs...)
- Les chefs d'équipe, cadres des entreprises
- Le personnel des stations-service
- Les ouvriers, techniciens, opérateurs miniers
- Les assainisseurs et autres ouvrages d'assainissement routier
- Les jeunes désireux d'intégrer le secteur (pré-emploi) sans qualification ou disposant seulement d'une partie des prérequis ou nécessitant une période de formation en entreprise pour se professionnaliser et faciliter l'insertion sur le marché du travail.

Les projets doivent se donner pour objectif de former :

- au moins 10 % de femmes
- au moins 40% de jeunes de moins de 35 ans

### viii. *En termes de dispositifs de formation*

Les types de prestations de formation à privilégier pour permettre aux bénéficiaires identifiés d'acquérir les compétences et qualifications visées sont :

- Les formations déployant des approches et méthodes adaptées selon le domaine d'apprentissage visé (cognitif, affectif et psychomoteur)
- Les formations reproduisant les situations de travail ou mixte avec une dominante pratique surtout pour les métiers manuels (environ 70%-30%)
- L'accompagnement coaching post formation en milieu de travail, permettant de mieux appliquer ses acquis en situation réelle de travail
- Les formats à distance (e-learning), quand le sujet et les modalités de la formation s'y prêtent, tout en s'assurant que les exercices pratiques sont remplacés par des simulations qui permettent de garantir le transfert de compétence
- L'accompagnement ou l'assistance technico pédagogique (exclusif) en milieu de travail avec des objectifs d'apprentissage précis selon un scénario préétabli

Cet appel à projets privilégiera les profils de formateurs, prestataires et dispositifs répondant aux caractéristiques suivantes :

- Le prestataire devra disposer d'une expertise sur l'approche par compétences ;
- Le prestataire devra justifier d'une expérience en formation ;
- Le prestataire devra mobiliser des formateurs/coachs/accompagnateurs disposant d'une expérience métier et/ou d'une formation dans le domaine,
  - Formateurs ayant au moins 05 ans de métier et justifiant de qualifications en adéquation avec la formation proposée
  - En termes de compétences de formation, le formateur devrait avoir au moins 02 ans d'expérience en tant que formateur dans le domaine ou être certifié en tant que formateur

De manière générale, la formation ou le programme de développement des compétences proposé doit/peut comprendre,

- Un programme et une méthodologie de formation répondant aux objectifs et aux profils des cibles
- Les Compléments de formation dans les processus de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)
- Des dispositifs permettant le partage d'expériences ou de technologie entre les associés, ou qui facilite la transférabilité du programme sont encouragés
- Les dispositifs d'évaluation des acquis de la formation doivent être clairement expliqués ; et la description des dispositifs de reconnaissance/validation/certification des qualifications acquises est un atout dans l'appréciation du dossier